

Trois Nobel, deux silences. Littérature, politique et belligérance.

Le 11 octobre, la télévision annonce en flash l'octroi à Mo Yan du Nobel de littérature. Mais le souvenir du Nobel de la Paix 2010 décerné à Liu Xiaobo, du soufflet reçu et les insultes alors adressées au jury scandinave sont trop fraîches ; il faut de la mesure : le Quotidien du peuple attend la quinzième page pour en parler : on préfère insister sur la popularité de Mo Yan en Chine et sur la vente éclair de ses livres. Le Shandong natal de Mo Yan crée des timbres-poste en son honneur. L'enthousiasme ne va pas plus loin sur le moment.

Cependant, nouvelle venue parmi les très grandes puissances, la Chine reste étrangement en quête de reconnaissance ; elle décide de voir dans le prix de littérature un hommage rendu à son ascension. «L'Ouest ne peut refuser plus longtemps le courant chinois dominant» (Global Times). Pratiquement la presse chinoise considère que le prix a été accordé, - enfin -, à la Chine pour tenir compte de son expansion, représentative d'une poussée du Tiers monde devant un Occident quelque peu affaibli. Elle ne parle pas de littérature ni des qualités de Mo Yan ; pour elle, la décision Nobel est un choix géopolitique. «La Chine a besoin d'un Prix Nobel pour montrer qu'elle est capable d'occuper la première place dans la construction de la connaissance humaine» (Caixin, 10 octobre). Ainsi, c'est moins à Mo Yan qu'à son pays, à en croire les médias, que le prix fut attribué. Le Jury du Nobel l'entendait-il de même manière ? On en doute.

Avec une telle façon de voir, il n'était pas question d'accepter le prix de ce dénigreur de Liu Xiaobo. Allant plus loin, la presse affirme que Mo Yan est le premier écrivain chinois à recevoir le prix, oubliant ainsi Gao Xinjian qui l'obtint en 2000. Tout écrivain chinois qu'il soit, ce dernier ne chante pas la gloire de son pays mais en raconte les malheurs, il aime Artaud, Ionesco et Prévert, il préfère vivre en France où il

a obtenu l'asile politique en 1988. Autant de bonnes raisons de l'ignorer.

Mo Yan mis à part, la Chine n'a pas tellement de chances avec ses écrivains. Liao Yiwu, réfugié en Allemagne, obtient un Prix de la Paix ce mois à la Foire de Francfort et il parle de son pays comme d'un «empire inhumain aux mains teintées de sang». Commentaire : il est atteint de maladie mentale et manifeste des attitudes déviantes. La Chine l'a maltraité, emprisonné et torturé ; un peu de dignité eût été la bienvenue. Et pour en rajouter dans la dépréciation de Liao, le prix de la Paix qui lui fut donné à la Foire du Livre n'a, après tout, dit-elle, pas beaucoup de prestige. (Global Times, 16 oct).

Encore irritée du Prix de la Paix décerné il y a deux ans à Liu Xiaobo («une grave immixtion dans les affaires intérieures de la Chine» a rappelé le ministère des Affaires étrangères le 12 octobre), la Chine maintient son dédain pour l'institution et exprime ses réserves quant à l'octroi à l'Europe du Prix 2012 ; elle demande à cette dernière de ne pas s'en servir «pour faire de la politique et pour juger des points sensibles de la situation internationale» (Xinhua, 14 octobre). Il serait bon, en effet, que les Prix Nobel de la Paix ne confèrent aucune autorité et ne servent à rien, notamment pas à juger la Chine.

Cette confiance en soi grandissante se reflète, bien sûr, en d'autres domaines, notamment en politique étrangère où la Chine ne cache pas son ambition d'intervenir plus puissamment dans les affaires internationales. «Les États-Unis ne peuvent plus contenir le développement de la Chine et le président Obama dit souhaiter voir une Chine pacifique et prospère, mais il tente de la remodeler selon les règles de l'Amérique... (La Chine doit d'urgence) prendre des initiatives dans la fixation des agendas, dans la convocation de conférences et l'accueil de

>>>

manifestations internationales, s'emparer des questions d'intérêt commun et avancer ses points de vue». (Institut d'études internationales, 15 octobre)

La Chine tolère de moins en moins qu'on entrave son expansion. Les suspicions du Congrès américain à l'égard des entreprises de télécommunication Huawei et Z.T.E. sont qualifiées de paranoïaques (Renmin ribao, 9 octobre) et justifieraient une riposte : «Il faut que la Chine protège ses entreprises ; elle doit avoir le courage d'user du pouvoir d'État pour des représailles contre les pays qui leur créent des difficultés. Elle doit faire en sorte que les États-Unis et l'Europe comprennent que si les entreprises chinoises sont troublées dans leur fonctionnement, celles des leurs qui sont installées en Chine serviront de bouc émissaire. Il est temps maintenant que la Chine montre sa détermination aux États-Unis et à l'Europe» (Global Times, 9 octobre).

Bien qu'ayant pris un tour moins bruyant, les relations sino-japonaises n'en sont pas moins tendues. Quatre bâtiments chinois se tiennent proches des eaux japonaises autour des Diaoyu depuis le 20 octobre, première incursion après dix jours de calme ; il ils s'y livrent à une sorte de jeu, avec entrées et sorties tout à tour des eaux controversées (douze miles nautiques des îlots) ; l'un d'eux, équipé pour la recherche maritime, semblait procéder à des sondages le 24 octobre ; Beijing affirme qu'il faudra que le gouvernement japonais s'y habitue, même si la prochaine fois, «les manœuvres se déroulaient avec des fusées pour accroître l'effet de dissuasion»(Huangqiu, 20 octobre). Et d'ajouter, quelque peu méprisant : «Le Japon ne doit pas se considérer comme remarquable car il ne fut dans l'histoire qu'un petit pays comparé à la Chine et, à l'avenir, il sera comme un autre exemplaire du Vietnam ou des Philippines».

Pas plus que le mois dernier on n'y voit clair sur ce conflit qui concerne les deuxième et troisième puissances économiques de la planète. Les États-Unis et le Japon ont fait un effort d'apaisement en suspendant les manœuvres prévues du 5 au 16 novembre : le scénario en était une récupération de territoire insulaire (île Irisuna, non loin d'Okinawa) qui renvoyait forcément à l'archipel des Diaoyu. Les entreprises japonaises étaient moins nombreuses à la Foire de Guangzhou le 15 octobre et les exportations nipponnes vers la Chine décroissent ; certains investisseurs nippons envisagent des délocalisations ; les vols aériens entre les deux pays ont diminué en nombre. A vrai dire, doubles langages, intimidations et jeux de dupes empêchent de dire comment vont évoluer les choses. Mais est-il rassurant de jouer ainsi avec le feu ? D'un côté, on annonce une rencontre imminente et discrète des deux vice-ministres des Affaires étrangères pour discuter du problème des îles ; de l'autre, la menace: «Avant que les deux côtés envoient bateaux et avions pour une éventuelle bataille en mer, est-ce que le Japon a bien pris en compte la puissance des fusées chinoises ?» (Quotidien du peuple, 25 octobre),

SOMMAIRE

Liberté d'expression et d'information. Contrôle de l'internet.	4
Mouvement démocratique et répression. Liberté religieuse.	4 - 6
Avocats. Appareil judiciaire. Criminalité.	6
Condition ouvrière. Conflits du travail.	7
Conflits de masse. Évictions foncières.	7 - 8
Minorités ethniques	8 - 9
. Question tibétaine	
. Question ouïghoure	
. Question mongole	
Hongkong - Macao	10
Informations diverses	10 - 11
Bibliographie	12
Sources d'information	12
La rééducation par le travail (laojiao) ou l'internement par décision policière	13
Communiqué de presse du Comité de Soutien à Liu Xiaobo	13

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 9 yuan)

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET D'INFORMATION. CONTRÔLE DE L'INTERNET.

- 26 oct.** **La censure chinoise a bloqué l'accès au site du New-York Times**, après la parution d'un article sur la richesse accumulée par le premier ministre chinois et sa famille. (*New-York Times, Laogai Foundation, 26 octobre*)
- Note :** l'acquisition rapide de fortunes immenses par les plus hauts dirigeants – et pas seulement par le premier ministre – est bien connue. Nous en avons parlé dans le bulletin de novembre 2011.
- 15 oct.** **Xinhua réfute les accusations du Congrès des États-Unis selon lequel Huawei et Z.T.E. font peser une menace sur la sécurité du pays.** Argument : les parlementaires américains ont investi dans Cisco et veulent écarter un rival ; les deux sociétés chinoises sont indépendantes et rien ne laisse penser qu'elles puissent être sous influence de l'État (sic). (*Xinhua, 15 octobre*)
- 14 oct.** **L'écrivain Liao Yiwu (L'Empire des bas-fonds ; Quand la terre s'est ouverte au Sichuan) réfugié en Allemagne depuis 2011 a reçu le Prix de la Paix des Libraires** à la foire aux livres de Francfort sur le Main. Arrêté en 1990 après la publication de son poème Massacre lié à la répression de la place Tiananmen de l'année précédente, il a passé quatre ans en prison comme contrerévolutionnaire et y fut torturé. Dans son discours de réception du prix, il a vivement critiqué le régime chinois qui «finira pas s'écrouler» ; celui a estimé que Liao Yiwu était sans doute «atteint de maladie mentale». (*Zeit, 14 octobre ; Xinhua, 15 octobre*)
- 14 oct.** **La société de télécommunication Z.T.E. devrait enregistrer de fortes pertes pour les trois premiers trimestres 2012**, - de 1,65 à 1,75 milliard de yuan. Les raisons du déficit seraient d'abord la mauvaise conjoncture internationale et aussi les enquêtes menées par les États-Unis sur le commerce avec l'Iran (à qui Z.T.E. vendrait des produits américains interdits) et les accusations de mise en danger de la sécurité américaine. (*Xinhua, 14 octobre*)
- 12 oct.** **Pour avoir fourni des informations sur le transport vers Beijing de l'ancien numéro 2 du parti à Chongqing**, Wang Lijun, après sa défection auprès du consulat américain de Chengdu (Sichuan), un cybernaute a été condamné à sept jours de détention pour «divulgaration de secret d'État» ; il avait précisé le numéro de vol et le nom des personnes qui accompagnaient Wang Lijun dans l'avion. (*South China Morning Post, 14 octobre*)
- 11 oct.** **L'écrivain et militant de l'environnement Li Futang comparait devant un tribunal de Haikou** (Hainan) pour «opérations commerciales illicites». Il avait fait imprimer et distribué dix-huit mille copies d'un livre, le plus souvent gratuitement. On lui reproche d'avoir reçu 78.000 yuan alors que l'impression lui en avait coûté 464.000. Li Futang est détenu depuis juillet. Il avait vivement critiqué des grands projets, destructeurs de forêts et bouleversant la vie des populations, notamment la construction d'une centrale au charbon à Yinggehai (Hainan)¹. (*South China Morning Post, 12 octobre*)
- 26 sept.** **Astreinte à un an de cap de rééducation par des policiers de Nanjing de Yao Yuling**, détenue depuis la mi-août. Elle avait chanté des chants «rouges» avec un mégaphone devant le siège du Procureur de la Cour suprême à Beijing aux côtés d'un groupe de pétitionnaires qu'elle voulait encourager. (*Laogai Foundation, 5 octobre*)

MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE ET RÉPRESSION. LIBERTÉ RELIGIEUSE.

- 28 oct.** **Pour prévenir toute manifestation pendant le XVIII^e congrès du parti communiste (8 Novembre)**, les autorités accentuent la pression exercée sur les dissidents et les pétitionnaires.

¹ Voir plus loin, rubrique 5, les protestations contre la construction de la centrale.

Nombre d'intellectuels, d'avocats et de militants des droits civiques ont été assignés à résidence, placés sous surveillance ou en détention, voire contraints de partir en province. Pour le ministre de la Justice, il s'agit de maintenir «la stabilité sociale afin de procurer un environnement sûr, stable et harmonieux pour un XVIII^e congrès triomphant». (*South China Morning Post*, 28 octobre)

- 22 oct.** **Le Bureau des Affaires religieuses demande aux autorités locales d'interdire résolument tout acte mercantile lié aux activités religieuses.** Elle affirme que ces dernières servent parfois à financer des constructions immobilières de placement, à recruter de faux moines pour conduire des manifestations religieuses illégales, à recueillir des dotations, voire à tromper et forcer des visiteurs à remettre des fonds, toutes opérations qui portent atteinte à l'image des églises. Les affaires religieuses doivent être gérées par les milieux religieux exclusivement, sous la supervision des administrations compétentes. Tout contrevenant sera sévèrement puni. Le Bureau rappelle qu'aucune activité religieuse n'est autorisée de la part d'un groupe non enregistré et que les membres des clergés doivent être déclarés à l'échelon du district ou au niveau supérieur. (*Xinhua*, 22 octobre)
- 21-22 oct.** **Mise en détention d'une vingtaine d'anciens policiers venus dans la capitale pour protester contre la perte de leur emploi et de leurs ressources,** survenue après avoir dénoncé leurs supérieurs pour des illégalités et des extorsions de fonds. Plusieurs d'entre eux ont été ramenés de force chez eux. Une trentaine d'autres ont été empêchés de prendre le train pour se rendre à Beijing ou ont été interceptés à leur arrivée en gare. Plusieurs d'entre eux avaient reçu des décorations pour actions méritoires. (*H.R.I.C.*, 26 octobre)
- 19 oct.** **La cybernaute et ancienne avocate Ni Yulan, incarcérée en avril dernier et condamnée à deux ans de prison pour «fraude» et «troubles à l'ordre public», se trouve dans un état critique,** comme a pu le constater sa fille lors de sa visite. Handicapée par les coups et tortures subis lors d'incarcération antérieures et incapable de se déplacer sans le secours d'une chaise roulante, elle souffre à présent d'un cancer de la thyroïde. Il est évident qu'elle ne peut être convenablement soignée dans un lieu de détention et doit être libérée au plus vite pour raisons médicales. (*Reporters sans frontières*, 24 octobre)
- 18 oct.** **Plus d'une centaine de pétitionnaires se sont rassemblés devant le ministère des Affaires étrangères à Beijing.** Ils demandent communication du rapport sur les Droits de l'Homme que le gouvernement devait soumettre aux Nations unies avant la fin du mois ; ils requièrent aussi de participer à sa rédaction. Douze demandes de ce type ont déjà été rejetées par le gouvernement. (*Voice of America*, 18 octobre)
- 8 oct.** **Deux ans après la désignation de son époux, Liu Xiaobo, pour le Prix Nobel de la Paix, son épouse Liu Xia est toujours privée de liberté** par une assignation à résidence qui la coupe du reste du monde. Elle ne peut sortir pour faire des achats sans un accompagnement de policiers et ce, depuis l'arrestation de Liu Xiao en décembre 2008. Personne n'obtient de réponse des autorités sur cette violation évidente des lois et de la Constitution chinoises. (*R.S.F.*, 12 octobre)
- 1 oct.** **L'artiste dissident Ai Weiwei publie sur son blog une note de l'Administration pour le Commerce et l'Industrie** annonçant son intention d'interdire les activités de l'entreprise qui gère ses activités, faute de demande de renouvellement. Or si cette demande n'a pu être présentée, c'est parce que l'administration a saisi tous les documents et tampons nécessaires. Ai Weiwei a déjà versé 8,45 million de yuan au titre de sa condamnation pour évasion fiscale ; il lui reste à en remettre 6,6 millions. (*South China Morning Post*, 2 octobre)
- 30 sept.** **Arrestation de la militante des droits civiques de Shanghai Mao Hengfeng,** pour «rassemblement en vue de troubler l'ordre public». Selon son époux, l'accusation se réfère à une réunion organisée pour commémorer la mort en 2008 de la pétitionnaire Teng Jingdi dans une prison clandestine.. Mao Hengfeng avait perdu son emploi en 1989 pour avoir refusé un avortement. Elle fut envoyée trois fois en hôpital psychiatrique puis condamnée en 2006 à trente-six mois d'emprisonnement pendant lesquels elle fut brutalisée et torturée. Pour avoir soutenu Liu Xiaobo, pris Nobel de la Paix, elle fut envoyée en camp de rééducation (2010) au motif de «trouble à l'ordre public».

Deux autres militants de Shanghai, Wang Kouma (fils de Teng Jingdi) et Tong Guojing, ont été arrêtés le 25 septembre ; un autre Cui Fufang, à une date non précisée. (H.R.I.C., Weiquanwang, 2 octobre)

26 sept. Arrestation de l'artiste tibétain Kuang Laowu et de son collaborateur Liu Jinxing pour «trouble de l'ordre social». Ils avaient déployé une banderole sur la place Tiananmen de Beijing, demandant la fin du système de rééducation par le travail (laojiao) et la remise en liberté de l'artiste Hua Yong. Celui a été envoyé en camp de rééducation pour s'être produit cette année près de Tiananmen à l'occasion de l'anniversaire du massacre de juin 1989. Les avocats de Kuang et de Liu n'ont pu rencontrer leur client. (C.H.R.D., 18 octobre)

AVOCATS . APPAREIL JUDICIAIRE. CRIMINALITÉ.

26 oct. Adoption de la première loi protégeant les droits des handicapés mentaux. Elle fait suite à des dénonciations répétées au fil des décennies concernant l'enfermement contraint et celui des dissidents en hôpital psychiatrique. Selon l'agence Xinhua, la loi va «diminuer les abus concernant les traitements psychiatriques imposés et protéger les citoyens contre les hospitalisations illégales». L'absence de loi contredisait jusqu'ici la convention sur les droits de personnes handicapées, signée par la Chine en 2008. Il reste à observer d'éventuels changements dans les pratiques policières et en particulier l'enfermement arbitraire des pétitionnaires et dissidents. (Reuters, Laogai Foundation, 26 octobre)

26 oct. À l'issue d'une session de quatre jours portant sur les mandats actuels des délégués à l'assemblée nationale et sur les destitutions éventuelles, le Comité permanent du bureau politique du parti a démis Bo Xilai, ancien chef du parti à Chongqing, de son mandat de député. Il s'agissait de le priver de son immunité parlementaire pour pouvoir le traduire devant les tribunaux. Bo Xilai aurait demandé de se défendre lui-même mais il avait peu de chances d'être entendu : ses adversaires affirmaient que le Comité permanent n'était pas un tribunal et qu'il n'y avait donc pas à invoquer de droits de la défense. La circonscription de Chongqing lui avait déjà retiré son mandat électif en fin septembre. (Xinhua, 26 octobre ; South China Morning Post, 24 octobre)

23 oct. Saisie de six mille armes dans la ville de Huai'an (Jiangsu). Le réseau vendait sur Internet en les présentant comme des répliques d'armes réelles. Les enquêtes ont révélé que l'organisation avait produit quelque vingt mille armes d'août 2011 à avril 2012 et avait réalisé des profits de 1,7 million de yuan (190.000 €). (Xinhua, 23 octobre)

15 oct. En cinq ans, 668.000 membres du Parti ont été sanctionnés pour non-respect de la légalité. Les autorités ont reçu plus de 6,6 millions de rapports et pétitions à ce sujet. Elles ont récupéré 1,58 milliards de yuan (=175 millions d'euros) de gains illégaux en provenance des entreprises d'État et d'agences ou institutions gouvernementales. Parmi les cas les plus graves, celui de l'ancien chef du parti à Chongqing Bo Xilai, du ministre des Chemins de fer Liu Zhijun et de l'ancien maire de Shenzhen Xu Zhongheng. (Xinhua, 15 octobre)

9 oct. Selon le Bureau d'information du gouvernement, «il faut déployer des efforts pour prévenir l'obtention d'aveux par la torture et l'acquisition de preuves par des moyens illégaux. Ces deux éléments sont les principales causes de poursuites et de punitions injustifiées. Il faut accorder plus d'attention aux témoins oculaires». (Xinhua, 9 octobre)

29 sept. Selon un rapport interne au P.C.C., l'ancien chef du parti à Chongqing Bo Xilai aurait reçu pour vingt millions de yuan (2,2 millions d'euros) d'argent de la corruption. (Ming Pao, 29 septembre)

CONDITION OUVRIÈRE. CONFLITS DU TRAVAIL.

- 23 oct.** **Les ouvriers de l'usine de construction navale Jinhai se sont mis en grève à Baiquan**, district de Daishan, dans l'île Zhoushan (Zhejiang) pour obtenir le versement d'un arriéré de quatre mois de salaire. (*Molihua, 23 octobre*)
- 16 oct.** **Dans une réponse à Bloomberg Business Week, le groupe Foxconn Technology reconnaît que son usine de Yantai (Shandong) a employé pendant trois semaines des enfants âgés de quatorze à seize ans** envoyés par leur école. La firme taiwanaise s'engage à licencier les responsables de ces recrutements. (*Laogai Foundation, 16 octobre*)
- 15 oct.** **Après une grève de quatre jours, les ouvriers de l'usine de construction électrique Xinfei, dans la ville de Xinxiang (Henan) ont repris le travail.** L'entreprise, détenue par des capitaux chinois et singapouriens, a accepté la plupart de leurs demandes. Ils demandent une meilleure gestion et un relèvement des salaires qui n'avaient pas bougé depuis dix ans malgré l'inflation. Les rémunérations étaient en moyenne de 1.000 yuan en basse saison et de 1.200 yuan en période de forte activité (111 € et 133 €) ; elles atteignent désormais 1.500 yuan et passeront à 1.700 yuan (188 €) en janvier prochain. (*Xinhua, 11 octobre ; China Labour Bulletin, 15 octobre*)
- 5 oct.** **Trois ou quatre mille ouvriers de l'usine Foxconn³ de Zhengzhou (Henan) qui emploie plus de cent mille salariés et fabrique les Apple iPhone 5 ont affronté des inspecteurs du contrôle de qualité et manifesté à l'extérieur de l'usine.** Contraints à travailler lors de la semaine de repos liée à la fête nationale, ils devaient respecter de nouvelles normes de qualité sans avoir reçu la formation qu'elles impliquent. La firme taiwanaise nie qu'il y ait eu grève et assure que tous les travailleurs étaient volontaires et ont été payés trois fois plus que le salaire moyen. (*R.F.A., 8 octobre*)
- 1 oct.** **Arrestation à Beijing de vingt-quatre vétérans de la guerre sino-vietnamienne** qui allaient se rendre au Bureau des plaintes. Parvenus à la prison clandestine Jiujinzhuang, ils ont été frappés par un groupe de jeunes et placés de force dans un bus en partance pour Changsha (Hunan). (*Epoch Time, 3 octobre*)

CONFLITS DE MASSE. ÉVICTIONS FONCIÈRES. ENVIRONNEMENT.

- 28 oct.** **Après une semaine de manifestations, le projet d'usine de paraxylène élaboré par le géant chinois Sinopec pour le site de Zhenhai (Zhejiang) a été suspendu.** Les opposants dénonçaient les émanations toxiques et malodorantes liées à la production de ce composé nécessaire à la fabrication de bouteilles en plastique. Le 27 octobre à Ningbo, devant le siège du gouvernement local, ils demandaient la démission du maire de la ville. L'arrestation de trois protestataires et l'usage de gaz lacrymogène par la police n'ont en rien calmé des manifestants de plus en plus nombreux (plus de trois mille). La suspension du chantier par les autorités locales, première victoire pour une population devenue très sensible aux problèmes de pollution, a calmé les esprits mais ne signifie aucunement le retrait définitif du projet. (*Kyodo, 28 octobre*)
- 19-21 oct.** **Des affrontements entre la police et les opposants à la construction d'une centrale thermique à Yinggehai, sur la côte de Hainan, ont fait une centaine de blessés** et entraîné cinquante arrestations. Les manifestants – près de dix mille - ont jeté des briques, des pierres et des cocktail Molotov sur les policiers. Ceux-ci ont répondu par l'envoi de gaz lacrymogène. Les

2 Note : Foxconn est le premier fabricant mondial de composants pour ordinateur et il est le premier fournisseur d'Apple. La firme emploie en Chine un million de personnes et à Zhengzhou, voir plus bas, plus de cent mille.

3 Note : Foxconn est le premier fabricant mondial de composants pour ordinateur et il est le premier fournisseur d'Apple. La firme emploie en Chine un million de personnes et à Zhengzhou, plus de cent mille.

opposants au projet estiment que la centrale de 1.400 mégawatt du groupe Guodian nuira aux pêcheries locales ; ils avaient obtenu en avril une suspension du chantier. (*Centre d'information pour les droits de l'homme et la démocratie, 22 octobre*)

- 19 oct.** **La police a arrêté un cortège de près de quatre mille villageois de Caitang du district Chaonan (Guangdong).** Ils demandaient la venue d'une équipe d'inspection provinciale pour enquêter notamment sur des ventes secrètes de terrains et sur des violences policières. Le 23 septembre, des bagarres avaient éclaté dans le village lorsque des policiers y avaient pénétré pour arrêter des pétitionnaires. (*Minsheng guanchna, 19 octobre*)
- 17 oct.** **Selon un film vidéo tourné à Luzhou (Sichuan), des centaines de passants s'en sont pris à la police de la ville,** suite au décès d'un conducteur de voiture qui aurait été frappé à mort par des policiers à la suite d'un stationnement irrégulier. Les protestataires ont jeté des briques et des bouteilles sur ces derniers, renversant et brûlant au moins trois de leurs voitures. Les policiers se sont dégagés avec des gaz lacrymogènes et auraient arrêté vingt personnes. (*South China Morning Post, 18 octobre*)
- 15 oct.** **Plusieurs centaines de villageois de Dacun, dans le district de Xiaodian proche de Taiyuan (Shanxi) ont entamé une grève de la faim** devant les bâtiments du parti à Taiyuan. Ils protestent contre l'arrestation du chef de village Li Husheng le 24 septembre pour détournement de fonds dans une affaire d'indemnisation foncière ; ils accusent le procureur de dévier le cours de la justice et de vouloir obtenir les terrains pour lui-même. (*Molihua, 17 octobre*)
- 14 oct.** **Une campagne s'est développée sur Internet pour dénoncer la richesse accumulée en sept ans par le chef du parti dans le village de Yi,** près de Zhongtan (Guangdong), Chen Yaogen s'y est construit une villa somptueuse (avec étang de pêche, cascade artificielle, piscine etc.) et a engagé de nombreux domestiques, au milieu d'une population à forte proportion de migrants, la catégorie ouvrière la plus défavorisée. Le 10 octobre, un semblable scandale avait été confirmé dans la même province au sujet d'un commissaire politique du district de Panyu qui disposait, avec sa famille, de vingt-deux résidences. (*South China Morning Post, 14 octobre*)

MINORITÉS ETHNIQUES

QUESTION TIBETAINE

- 26 oct.** **Suicide par le feu d'un villageois de 22 ans,** dans le district Xiahe de la préfecture autonome Gannan (Gansu) et d'un autre (Lhamo Tseten, 23 ans) dans la ville Amtchok du même district. Le suicide par le feu, le 13 octobre de Tamdrin Dorjee (54 ans), grand-père du septième Gunthang Rinpoche – un chef religieux – au monastère Tsoe, district de Hezuo, relevant de la préfecture Gannan (Gansu) a été suivi de plusieurs autres dans cette région. (*Xinhua, 27 octobre*)
- Le 23 octobre, Dorje Rinchen (58 ans) s'est immolé par le feu devant un commissariat de police situé près du monastère Labrang (district Xiahe, préfecture autonome Gannan du Gansu méridional). Des affrontements se sont produits avec la police, les Tibétains réussissant à s'emparer du corps et à le ramener au domicile. Ils ont recommencé lorsque les policiers ont voulu empêcher les Tibétains de s'approcher du domicile pour y prier. Les moyens de communications ont été coupés. (*R.F.A., 23 octobre*)
 - Le 22 octobre, Suicide par le feu de Dhindup, un villageois tibétain de Jijia, près du monastère Labrang situé dans le district Xiahe de la préfecture autonome de Gannan (Gansu). La police a éteint les flammes et l'on ignore s'il est vivant. Au même endroit, le 20 octobre, Lhamo Kyab avait perdu la vie dans les mêmes circonstances. (*Kyodo, 23 octobre*)
 - 20 octobre. Suicide par le feu de Lhamo Kyab (27 ans), à l'extérieur du monastère Bora dans le district Xiahe (Sangchu) de la préfecture Gannan (Gansu). Il est mort en criant des slogans hostile au pouvoir chinois. (*R.F.A., 20 octobre*)
- 21 oct.** **Les autorités chinoises de la préfecture de Gannan (Kanlho) au Gansu, accorderont une prime de 50.000 yuan pour informations sur les personnes qui pourraient**

inciter à de prochains suicides par le feu ; la somme sera portée à 200.000 yuan si les informations concernent les «mains noires» à l'origine des ces actes «inhumains et antisociaux», à savoir les «forces séparatistes» et la «clique du dalai lama». (Phayul, 26 octobre)

- 6 oct.** **Suicide de protestation de Sangay Gyatso**, 27 ans, dans l'enceinte du monastère Dokar, district de Hezuo, dans la préfecture autonome tibétaine de Gannan (Gansu). Les autorités auraient offert un million de yuan à son épouse si elle acceptait de déclarer que le suicide de son époux n'était pas dirigé contre le pouvoir chinois au Tibet. Quatre religieux qui avaient photographié le suicide de Sangay Gyatso ont été arrêtés le 17 octobre. (R.F.A., 8 octobre ; Phayul, 26 octobre ; R.S.F., 19 octobre)
- 5 oct.** **Affrontements violents entre Hui et Tibétains** venus détruire une mosquée près du monastère Lahmo, district Luchu dans la préfecture autonome Gannan du Gansu. Douze Hui ont été blessés, dont six gravement qui ont été hospitalisés. (Molihua, 5 octobre)
- 3 oct.** **Annnonce de la disparition du cinéaste tibétain Jigme Gyatso**. Il était l'assistant de Dhondup Wangchen (voir infra 13 septembre) et avait contribué à permettre le montage de son film en Suisse par la société Filming for Tibet. (C.P.J., 3 octobre)
- 4 oct.** **Immolation par le feu de l'écrivain et poète Gudrub** sur un marché du district de Biru, dans la préfecture autonome Nagchu de la Région autonome. (R.F.A., 4 octobre)
- 29 sept.** **Des commerçants ont éteint le feu allumé par Yungdrung** (27 ans) dans une rue marchande de Zadu, préfecture de Yushu (Qinghai). La police a emmené le corps. (R.F.A., 29 septembre)
- 13 sept.** **Le Comité pour la Protection des Journalistes a décerné le Prix de la Liberté de la presse au Tibétain Wangchen**, ainsi qu'à Mme Azongo (Liberia) et MM. Askarov (Kirghizstan) et König (Brésil). Dhondup Wangchen est un cinéaste documentariste ; il a réalisé le film *Leaving far behind* peu avant les Jeux olympiques de 2008 et peu après a été arrêté lors des émeutes de Lhasa. Il a été condamné à six ans de prison en décembre 2009 pour «incitation au séparatisme». (C.P.J., 13 septembre)
- Début sept.** **Condamnation à onze ans de prison de Lobsang Tsultrim** et à huit ans de Lobsang Jangchub, deux moines âgés de 19 et 18 ans du monastère de Kirti, situé dans le district de Ngaba (Sichuan). Ils étaient accusés d'avoir aidé au suicide du moine Gepe (18 ans), le 10 mars 2012. (R.F.A., 26 septembre)

QUESTION OUIGHOURE

- 19 oct.** **Trois Ouighours non identifiés ont fait irruption dans le commissariat Tuanjie dans la ville de Kuerle** au Xinjiang, se sont emparé d'une arme et ont fait feu, blessant gravement un policier. L'un d'eux a été tué dans sa fuite et un autre blessé, le troisième réussissant à s'échapper. (Centre d'information pour les droits de l'homme et la démocratie, 22 octobre ; R.F.A., 23 octobre)
- 1 oct.** **Un jeune motocycliste aurait lancé une attaque-suicide contre une caserne de frontière** dans le district Yecheng de Kashgar, tuant ou blessant une vingtaine de personnes. (Ming Pao, 17 octobre)

QUESTION MONGOLE

- 15 oct.** **Selon son épouse, le dissident mongol Hada est gravement atteint de dépression ne reçoit aucun traitement psychiatrique**. A l'issue d'un internement de quinze ans pour «espionnage» et «séparatisme», il a de nouveau été placé en détention en décembre 2010 en violation de la loi. Son épouse, - interdite d'emploi -, et son fils ont été condamnés le 23 avril 2012 pour «opérations commerciales illégales» et «pour détention de drogue». (Associated Press, 15 octobre ; S.M.H.R.I.C., 23 octobre)
- 2 oct.** **Des bergers mongols se sont massés devant le gouvernement de la bannière Ejinaqi**, relevant de la Ligue Alashan, pour protester contre la cession illégale de leurs pâturages à des sociétés chinoises. La police en a frappé plusieurs. (S.M.H.R.I.C., 8 octobre)

HONGKONG - MACAO

21 oct. **La station de radio Digital Broadcasting Corporation a cessé d'émettre ses programmes habituels** et ne diffuse plus que de la musique en continu depuis le 10 octobre. Cette interruption serait due à un manque de ressources, à la suite du retrait du capital d'un gros actionnaire, Wong Cho-bau, qui soutient les positions du gouvernement de Beijing. Celui-ci serait intervenu pour qu'il soit mis fin à des émissions jugées «provocatrices» et au recrutement d'un journaliste connu pour son indépendance. (*South China Morning Post* ; *Fédération internationale des Journalistes*, 23 octobre)

1 oct. **Le statut administratif spécial du territoire et le sentiment pour beaucoup de ne pas relever du régime communiste n'a pas empêché la célébration de la fête nationale chinoise** : lever du drapeau, réception officielle, hymne national, défilé maritime, feu d'artifice, etc⁴. Le chef de l'exécutif Leung Chun-ying a affirmé que l'avenir du territoire se trouvait dans des relations plus étroites avec le régime central.

Un élu de l'opposition a été écarté des manifestations pour avoir demandé la fin du parti unique ; pour exprimer leur crainte devant la perte d'identité du territoire, plusieurs personnes ont manifesté devant le Bureau de liaison avec un drapeau britannique, demandant une réelle autonomie et que le gouvernement chinois ne se mêle pas des affaires du territoire. (*South China Morning Post*, 1 octobre)

INFORMATIONS DIVERSES

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

24 oct. Treize mille étudiants chinois séjournent à Taiwan à l'occasion d'échanges et mille environ y préparent un diplôme. Sept millions de touristes taiwanais se sont rendus sur le continent en 2011. 260.000 épouses venues du continent vivent à Taiwan selon les statistiques officielles ; elles obtiennent une carte d'identité après six ans de séjour dans l'île. (*Central News Agency*, 24 octobre)

22 oct. Selon le Comité national pour les personnes âgées, le nombre des personnes de plus de 60 ans s'élevait fin 2011 à 185 millions (13,7% de la population ; il atteindrait 221 millions en 2015 et serait de 487 millions en 2053 (35% de l'ensemble). (*Xinhua*, 22 octobre)

19 oct. Les investissements directs étrangers ont diminué de 6,8% sur un an (septembre 2011-septembre 2012). Ils fléchissent pour le quatrième mois consécutif. Depuis le début de l'année, ceux des États-Unis ont atteint 2,37 milliards de dollars (- 0,63%) ; ceux de l'Union européenne, 4,83 milliards de dollars (- 6,3%) ; ceux du Japon, 5,62 milliards de dollars (+ 17%). (*Xinhua*, 19 octobre)

15 oct. En cinq ans, 668.000 membres du Parti ont été sanctionnés pour non-respect des règlements. Les autorités ont reçu plus de 6,6 millions de rapports et pétitions à ce sujet. Elles ont récupéré 1,58 milliards de yuan (=175 millions d'euros) de gains illégaux en provenance des entreprises d'État et d'agences ou institutions gouvernementales. Parmi les cas les plus graves, celui de l'ancien chef du parti à Chongqing Bo Xilai, du ministre des Chemins de fer Liu Zhijun et de l'ancien maire de Shenzhen Xu Zhongheng. (*Xinhua*, 15 octobre)

14 oct. Les réserves de change atteignaient 3.290 milliards de dollars fin septembre. Bien qu'un peu inférieures au montant de fin 2011, elles sont toujours – et de loin – les plus importantes du monde. (*Xinhua*, 14 octobre)

4 oct. La société d'État Huaneng annonce que la centrale hydro-électrique tibétaine Zangmu, d'une puissance installée de 510.000 kilowatts, fonctionnera dès 2014 et atteindra sa pleine capacité en

4 La journée a été endeuillée par une collision de bateaux dans les eaux territoriales, qui a fait 36 morts.

2016 avec 2,5 milliards de kwh. D'autres projets porteraient la puissance totale de la région à dix millions de kilowatt en 2020. (*Xinhua, 4 octobre*)

2 oct. La perspective d'une entrée aux États-Unis sans visa pour les Taiwanais suscite des commentaires sur l'Internet du genre : «Il est plus utile d'avoir un passeport République de Chine qu'un passeport de République populaire». Le régime du continent a noué cent soixante-dix relations diplomatiques mais seuls vingt pays ont accordé une dispense de visa. (*Central News Agency, 2 octobre*)

1 oct. Selon le Centre d'information chinois sur l'Internet cité par l'Académie des Sciences sociales, la Chine avait 274 millions de microblogueurs en juin 2012. Ils n'étaient que soixante trois millions en 2010. L'Académie met en garde contre le retard pris par la législation sur l'Internet en raison du développement de celui-ci. (*Xinhua, 1 octobre*)

BIBLIOGRAPHIE.

- **Annual Report 2012, Congressional-Executive Commission on China.** 10 octobre 2012. 284 pp.
Accessible sur le site : <http://www.cecc.gov//> en format PDF
- **Investigative Report on the U.S. National Security Issues Posed by Chinese Telecommunications Companies Huawei And Zte.** U.S. House of Representatives, 112 Congress, 8 octobre 2012. 52 p. Pdf.

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., Boxun, China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Infos, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Committee to Protect Journalists, Confédération internationale des syndicats libres, DaJiyuan (La Grande Époque), Fondation Duihua, Human Rights Campaign in China, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, Kaifang, Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng GuanCha, Ming Pao, Mirror Books, Molihua, New Century News, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, S.M.H.R.I.C., South China Morning Post, Utopia, The Standard, WeiQuan Wang, Wen Wei Po.

POUR PRENDRE CONTACT, écrire à :
communication@ldh-france.org en indiquant en objet de
votre mail : «Groupe Chine».

> La rééducation par le travail (laojiao) ou l'internement par décision policière.

L'internement administratif est la manifestation la plus courante de l'arbitraire du pouvoir. Cette procédure, relevant principalement des services de police et de sécurité, permet d'envoyer dans un camp de rééducation sans passage devant les tribunaux les petits délinquants et tous ceux qui gênent le pouvoir mais qu'on ne peut qualifier de «criminels», - donc les dissidents et les pétitionnaires. Wikipediaⁱ donne la liste de ces camps pour chaque province, municipalités ou régions autonomes.

Comme il n'y a pas eu de décision de justice, le régime se refuse à les qualifier de prisons, terme réservé aux camps de réforme par le travail (laogai, appellation officiellement abandonnée en 1994 et communément traduite par goulag). Souvent situés à l'intérieur même d'un établissement pénitentiaire, ils en ont pourtant les caractéristiques, avec le travail obligatoire, les brimades, les mauvais traitements ou les tortures, sans parler de la négligence de soins médicaux.

Comme il ne s'agit pas d'une décision de justice, l'intéressé n'a pas droit à l'assistance d'un avocat et la décision est sans appel.

La détention pour rééducation est de durée variable. Souvent d'un an pour des pétitionnaires ; souvent plus pour les dissidents. Liu Xiaobo, le Prix Nobel, fut envoyé en camp pour trois ans le 8 octobre 1996, le lendemain même de son arrestation ; des signataires de la Charte 08 qui avaient placé celle-ci sur l'internet sont restés enfermés dix-huit mois. Même peine en août 2012, pour Tang Hui, une mère du Hunan qui demandait des peines plus sévères à l'encontre des sept hommes qui avaient violé et prostitué sa fille de onze ans ; mais en ce cas, l'indignation de l'opinion fut telle que la détention ne dura qu'une semaine.

La menace existe aussi d'une extension de peine pour rééducation insuffisante ou manquement à la discipline, extension qui peut porter à quatre ans la durée de détention. Enfin il peut être décidé une prolongation de l'astreinte au travail dans le camp, au delà du terme prévu.

Officiellement la décision relève d'un comité composé de fonctionnaires de diverses administrations (Affaires civiles, Travail, Sécurité publique). En réalité, la Sécurité y joue un rôle prépondérant, voir exclusif. Et c'est elle qui depuis des années bloque toutes les propositions d'abrogation de cet internement policier.

Le nombre des internés pour rééducation est difficile à préciser. Selon le Comité des Droits de l'Homme des Nations unies, il s'élevait à 190.000 en 2009, - chiffre à rapprocher des 1,6 million d'emprisonnés. Le dernier chiffre officiel chinois pour le lao jiao est de 150.000 détenus en 2008.

Dans les années cinquante, lors des campagnes «antidroitiers», les effectifs furent très supérieurs. Ils se sont gonflés dans la dernière décennie de pratiquants de la secte Falungong. Selon un ancien responsable du lao jiao cité par l'avocat Zheng Enchongⁱⁱ, les camps auraient accueilli quelque vingt millions de détenus depuis le début du régime.

La législation sur le lao jiao remonte à 1957 et c'est encore elle qui prévaut pour l'essentiel aujourd'hui. Elle viole de manière caractérisée l'article 9/4 du Pacte international relatif aux droits civiques et politiques signé le 5 octobre 1998 par la Chine (mais non ratifié) : «*Quiconque se trouve privé de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale.*»

Le 9 octobre, le chef d'un comité pour la réforme judiciaire laissait entendre qu'une réforme du lao jiao était en cours. Il ne s'agit pas, pour l'instant, de le supprimer. En fait, par sa rapidité et sa simplicité - décision immédiate, pas d'avocat, pas d'appel - le lao jiao et la menace qu'il fait peser en permanence sur les récalcitrants jouent un rôle essentiel dans le maintien de l'ordre social et la sécurisation du pouvoir. C'est pourquoi la Sécurité se refuse jusqu'à présent à toute remise en cause.

A la veille du changement d'équipe dirigeante, dix avocats réputés avaient adressé le 14 août, dans l'émotion suscitée par la condamnation de Tang Hui, une lettre ouverte au gouvernement pour demander le réexamen des procédures. Ils n'avaient pas cru efficace d'en demander l'abrogation. Seul élément positif, même si les avocats n'ont pas reçu de réponse, leur lettre fut rapportée par la presse officielle, à la différence des précédentes démarches.

ⁱ http://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_laojiao_en_République_populaire_de_Chine

ⁱⁱ Mensuel Kaifang, octobre 2012.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU COMITÉ DE SOUTIEN A LIU XIAOBO.

A la veille de la désignation d'un nouveau lauréat du Prix Nobel de la Paix, le Comité de soutien à Liu Xiaobo réitère son appel à une mobilisation de la communauté internationale en faveur de la libération de l'écrivain chinois Liu Xiaobo, Prix Nobel de la Paix 2010, distingué pour ses «efforts durables et non violents en faveur des droits de l'homme en Chine».

Liu Xiaobo purge actuellement une peine de onze ans de prison, pour avoir écrit en faveur des libertés et de la démocratie et pour avoir participé à la rédaction de la «Charte 08», manifeste endossé par plus de dix mille citoyens chinois, prônant la pluralité des partis politiques, l'indépendance de la justice et le respect des droits fondamentaux.

Il est incarcéré depuis décembre 2008 et se trouve actuellement dans la prison de Jinzhou I, située dans la province du Liaoning, sans véritable contact avec sa famille au mépris de la légalité. Seuls trois personnes sont autorisées à rendre visite à Liu Xiaobo : son épouse, Liu Xia, qui aurait un droit de visite tous les deux ou trois mois, et ses deux frères qui peuvent se rendre à la prison de Jinzhou deux fois par an. Les visites doivent être individuelles (sauf exceptions), programmées longtemps à l'avance, et sont intégralement surveillées. Les autorités pénitentiaires contrôlent étroitement les sujets des conversations entre Liu Xiaobo et ses proches, et veillent à ce qu'aucune information provenant de l'extérieur ne soit transmise à l'écrivain.

Le traitement dont Liu Xiaobo fait l'objet constitue une grave violation des droits de l'homme au regard des lois internationales et des dispositions de la Constitution chinoise.

Les autorités accentuent également leurs pressions sur Liu Xia, en résidence surveillée depuis octobre 2010, et rendent ses conditions de vie quotidienne impossibles. Deux policiers vivraient en permanence à son domicile, tandis que d'autres, en civil, surveilleraient en permanence l'extérieur de son immeuble.

Face à l'inflexibilité et la surdité des autorités, le Comité de soutien à Liu Xiaobo, appelle les instances internationales et les gouvernements nationaux à intensifier leurs efforts pour permettre la libération seul Prix Nobel incarcéré dans le monde.

Contact du Comité de soutien : comiteliuxiaobo@gmail.com

1) Jinzhou Prison, 86 Nanshanli, Taihe district, Jinzhou, Liaoning, China

.....

Le Comité de soutien à Liu Xiaobo est composé de : Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT), Agir pour les Droits de l'Homme (ADH), Comité de soutien au peuple tibétain (CSPT), Christian Solidarity Worldwide (CSW), Ensemble Contre la Peine de Mort (ECPM), Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), Freedom Now, Human Rights Watch (HRW), Human Rights Foundation (HRF), International Campaign for Tibet (ICT), Ligue des droits de l'Homme (LDH), Reporters sans frontières (RSF), Global Justice Center (GJC), Ensemble Contre la Peine de Mort (ECPM) et Solidarité Chine.

Les lauréats du Prix Nobel de la Paix : Dr. Shirin Ebadi, Mme Jody Williams, Arch. Desmond Tutu, Mme Mairead Maguire, Mme Betty Williams et Mme Tawakkol Karman avec le soutien initial de Mr. Vaclav Havel.